

Corinne Lepage

**LES
MAINS
PROPRIÈTES**

Plaidoyer pour
la société civile au pouvoir

autrement

« Je suis convaincue que ma force
et mes idées viennent de cette pluralité
de vies que j'ai menées. »

LES MAINS PROPRES

Corinne Lepage a toujours refusé de choisir : pour elle, action citoyenne et engagement politique ne font qu'un. Tour à tour adjointe au maire de Cabourg, avocate engagée dans le procès de l'Erika, ministre du gouvernement Juppé, députée européenne, elle a vécu le monde politique de l'intérieur et en dévoile la face obscure : enrichissement personnel d'élus, évasion fiscale de ministres en vue, connivences politico-médiatiques.

Forte de ses années d'expérience et d'une foi inébranlable en l'avenir, Corinne Lepage appelle à la mise en place du référendum d'initiative populaire, d'un droit de pétition auprès du Parlement et d'une chambre représentant la société civile dotée de réels pouvoirs. Sa voix est reconnaissable entre mille parce qu'elle est libre, limpide et sans concession. Nécessaire.

La collection **HAUT ET FORT** accueille des voix indépendantes, singulières, engagées. Par son expérience et ses choix, chaque auteur incarne un combat à la fois personnel et politique.

**LES MAINS
PROPRES**

Collection **Haut et fort**

Coordination éditoriale : Anne-Charlotte Sangam

www.autrement.com

© Éditions Autrement, Paris, 2014.

LES MAINS PROPRES

Plaidoyer pour
la société civile
au pouvoir

Corinne Lepage

Éditions Autrement
Collection **Haut et fort**

*À Huguette Lajoinie, mon professeur de lettres,
qui m'a appris l'exigence du travail bien fait,
de l'honnêteté intellectuelle et la passion d'apprendre.*

*À tous ceux, plus nombreux qu'on ne le croit,
qui ont la foi et le courage
d'œuvrer pour le bien commun et qui savent
ne pas céder aux sirènes de la facilité.*

Avant-propos

« Tout parti vit de sa mystique
et meurt de sa politique. »

Charles Péguy, *Notre jeunesse*,
Gallimard, « Folio », 1993.

J'ai soixante-trois ans. J'ai perdu ma mère très jeune d'une horrible maladie. Cela a probablement fait de moi la femme que je suis aujourd'hui. Je suis mariée et vis au sein d'une famille recomposée de deux enfants et deux beaux-enfants, six petits-enfants. Mon couple et ma famille sont ma plus grande fierté.

Je suis également fière de ma vie professionnelle. Avocate depuis 1975, j'ai pu me battre et défendre des clients dont je n'ai pas à rougir. Avec mon mari, Christian Huglo, nous avons obtenu de très grandes victoires. Je pense notamment à l'*Amoco Cadiz*, pétrolier qui avait fait naufrage en 1978, en bordure des côtes bretonnes, et dont le procès ne se termina qu'en 1992. Il y eut aussi les procès de la centrale

nucléaire de Cattenom devant la Cour de justice des Communautés européennes (avec un système de contrôle international) en 1992, et tout le contentieux nucléaire en France avec en particulier l'annulation du permis de construire des centrales de Flamanville et Belleville en 1980. Je pense aussi bien sûr au procès de l'*Erika* achevé en 2012 dont la jurisprudence au niveau international a eu, il faut bien le dire, plus de retentissement que dans l'Hexagone. Auparavant, et dans le même dossier, je m'étais battue pour l'arrêt Commune de Mesquer à la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) et avais remporté la bataille. Enfin, plus récemment, à l'automne 2014, j'ai défendu ardemment les victimes de Xynthia.

Être avocate, c'est aussi être chef d'entreprise. Avec mes associés, nous avons choisi de ne pas défendre certains secteurs d'activité comme le nucléaire et les OGM. Un cabinet étant une entreprise qu'il faut gérer et développer, nous avons trouvé un équilibre entre nous, certains défendant davantage les entreprises, d'autres les associations. Être avocate m'a toujours permis d'être indépendante financièrement et de pouvoir mener à côté la carrière politique que je voulais, en étant libre de refuser des mandats ou postes car la politique n'était pas mon métier. De surcroît, en tant qu'avocate, j'ai choisi de

défendre les gens, de me battre aux côtés d'associations et de collectivités et non d'être avocate d'affaires. Ces deux métiers, même s'ils portent le même nom, sont très différents. Mon métier n'a jamais consisté à « monnayer » mon carnet d'adresses qui n'existait pas quand j'ai prêté serment à vingt-cinq ans.

Adjointe au maire de Cabourg de 1989 à 1995, j'ai fait tomber un système corrompu qui voulait se mettre en place. De 1995 à 2001, j'ai participé au redressement du désastre économique qu'avait installé l'ancien maire. Pendant cette période, de 1995 à 1997, j'ai été ministre dans un gouvernement de centre droit où le programme était la lutte contre « la fracture sociale ». J'ai ainsi réalisé pendant deux ans le premier plan national santé environnement (PNSE), la première stratégie française de développement durable, le moratoire sur les OGM, le non-redémarrage du réacteur Superphénix et le doublement des zones protégées. Comme tout le gouvernement, j'ai été remerciée par les électeurs en 1997, seule femme ministre rescapée du remaniement ministériel de 1995, contrairement à ce que certains jaloux ont cru devoir colporter.

Après mon départ du gouvernement, j'ai écrit un livre « *On ne peut rien faire Madame le Ministre* » (Albin Michel, 1998) où je stigmatisais l'immobilisme de l'administration. En mars 1997,

Pierre Georges écrivait de moi dans *Le Monde* : « Elle n'a pas de parti. Sinon celui de ses idées. Elle est ministre, mais d'une espèce à peine protégée, car issue de la fameuse société civile. Elle est femme, ce qui aggrave notablement son cas. C'est façon de parler bien sûr : mais d'évidence, Corinne Lepage a mis sa tête sur le billot, ou son poste dans la balance. » Cette description fait ma fierté. Je suis reconnaissante envers le président Jacques Chirac et l'ancien Premier ministre Alain Juppé – que j'ai toujours soutenu car il avait vu loin avec des réformes même impopulaires en 1995 – de la mission qu'ils m'ont confiée. Ce sont deux grands hommes d'État avec, certes, leurs parts d'ombre.

En 2007, on m'a proposé deux fois de redevenir ministre ; j'ai refusé faute de retrouver dans le président de la République un homme d'État garant de l'intérêt général. En 2012, face au candidat Sarkozy, j'ai fait le choix de soutenir François Hollande, incarnant à mes yeux ce sens de l'État et de la probité qui me sont chers. Dans ma vie politique, j'ai fait un bout de chemin dans l'écologie politique avec Génération écologie puis avec Cap21¹ que j'ai fondé en 1996 et qui fut une composante de la fondation du MoDem en 2007. Cette influence programmatique a conduit à un voyage commun avec François Bayrou. Mais l'éloignement de

ce chemin politique, des divergences de position avec les options politiques choisies et une absence de transparence ont conduit plus tard au départ de CAP21 du MoDem. En 2008, je me suis battue pour que les fédéralistes empruntent un chemin commun aux élections européennes pour 2009. Une alliance MoDem-Europe Écologie Les Verts en 2009 aurait eu un véritable impact, mais j'ai reçu une fin de non-recevoir. Pire ! Trois jours avant les élections, François Bayrou prenait violemment à partie Daniel Cohn-Bendit dans l'émission télévisée *À vous de juger*². Force est de reconnaître que François Bayrou est hermétique à l'écologie, qu'il assimile à du malthusianisme. Élu(e) sous l'étiquette MoDem au Parlement européen, j'ai siégé au sein de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ALDE) et je peux me vanter d'avoir un bon bilan, que ce soit en ce qui concerne le volume de travail, mais aussi l'effectivité de l'action et notamment sur des pans entiers négligés à Bruxelles. Je pense en particulier au travail sur les conflits d'intérêts au sein des agences d'expertise dans le domaine de la santé³.

En 1997, le RPR du XII^e arrondissement de Paris appelait à me barrer la route lors des législatives anticipées, alors que j'étais candidate de la majorité présidentielle mais non encartée. Plus tard dans l'année, le président André Rossinot me

proposa de rejoindre le Parti radical. En 1998, je refusai d'être deuxième de la liste conduite par Édouard Balladur pour les régionales, car il refusait mon étiquette société civile. De même, quand Pierre Mauroy me proposa, en 1999, de rejoindre la liste des européennes du PS, je refusai alors par respect pour le gouvernement que je venais de quitter. En 2004, j'aurais pu devenir Conseillère régionale sur une liste UDF puisque l'accord était clair : pas de fusion avec l'UMP. Comme la liste UDF fusionna directement avec l'UMP dès le lendemain du premier tour, ce fut logiquement sans moi ! En bref, j'ai refusé beaucoup de postes prestigieux car mes convictions sont toujours passées avant ma carrière politique et surtout, parce que je n'ai jamais vécu de la politique. J'ai un métier, l'avocature, et une passion, la Politique, avec un grand P car conçue comme la tâche la plus noble qui soit : la défense des autres et la projection dans l'avenir.

Pour finir, j'ai été candidate à la présidence de la République en 2002 et ai obtenu près de 600 000 suffrages. J'ai été professeure à Sciences Po, chroniqueuse radio et auteure de pas moins de vingt et un livres que j'ai écrits moi-même. Si la forme n'est pas forcément toujours parfaite, j'ai toujours eu le souci du fond. En 2006, avec mon équipe, nous avons publié *Pour un new deal écologique* (Atelier de Presse) qui

servit considérablement au Grenelle de l'environnement. La même année, j'ai proposé une *Constitution d'une 6^e République*⁴, totalement occultée alors par Jean-Luc Mélenchon. En 2008, mon livre *Vivre autrement* (Grasset) anticipait la convergence des crises à venir. En 2011, alors que le livre avait été refusé par la plupart des éditeurs, *La Vérité sur le nucléaire* (Albin Michel) a rencontré un vrai succès de librairie malgré une faible couverture média. Mon dernier ouvrage, *L'État nucléaire* (Albin Michel, 2014) n'a quasiment pas passé la barrière médiatique. Il est vrai que paragraphe consacré aux liens médias et nucléaire n'a probablement pas facilité les choses...

Je suis atypique, ni de droite ni de gauche, et de droite et de gauche ! Inclassable car pragmatique. Or, c'est ce pragmatisme que j'ai mis en œuvre aux côtés de nombreuses associations et de la société civile – Anticor, Transparency International, le CRIIGEN, OVALE, etc. – afin de me battre pour l'environnement et la laïcité, et lutter contre la corruption et les discriminations... Je suis convaincue que ma force et mes idées viennent de cette pluralité de vies que j'ai menées et que la vitalité de notre pays se trouve aujourd'hui dans la société civile. C'est ce qui m'a conduite, avec d'autres, à créer en 2013 le Rassemblement Citoyen, première coopérative politique à mettre

sur un pied d'égalité politiques et représentants de la société civile dans un projet clair : proposer un autre mode de gouvernance fondé sur la société du partage et de la nouvelle économie.

Ce sont de ces expériences que je tire l'analyse que je vous livre ici. En posant des questions et en étudiant une société qui ne va pas bien, je me rends bien compte que cette analyse me met face à des dilemmes. Le commentaire critique que j'apporte interroge la classe politique, la génération en exercice et la suivante, mais aussi et forcément le pouvoir médiatique qui a la capacité à faire et à défaire les carrières, les succès aussi courts soient-ils comme les défaites. Je sais d'avance que certains n'apprécieront pas forcément le ton des lignes qui vont suivre. Mais j'assume ces choix et j'estime qu'ils font intrinsèquement sens.

À l'heure où chacun reconnaît que la démocratie française traverse l'une de ses plus grandes crises, que la majorité de nos concitoyens ne se déplace plus pour voter et n'a plus aucune confiance dans ses représentants, il est plus que temps de reconnaître ce qui est. Cette crise du politique n'est qu'une des manifestations de la destruction de l'ancien monde, celui de la toute-puissance occidentale, de la société du pétrole, du modèle de la démocratie parlementaire. Ce monde s'effondre sans que les contours de ce que j'appelle

le « Nouveau Monde » soient encore précisés d'où une angoisse croissante, un repli sur soi, voire la tentation du retour vers le passé, lequel évidemment est totalement mythique.

Dans ce contexte, notre pays occupe une position particulière. L'Europe est en première ligne dans cette déconstruction mondiale et la France en première ligne en Europe, probablement parce que nous avons été la plus grande puissance européenne, après avoir été au xvii^e et au xviii^e siècle la première puissance mondiale. Si nous demeurons un grand pays, nous avons la nostalgie de cette suprématie. C'est probablement la raison pour laquelle nous vivons de manière plus dramatique les contradictions et les souffrances de cette transformation. Mais, en contrepartie, peut-être sommes-nous capables de trouver un nouveau modèle qui pourrait inspirer à leur tour d'autres pays.

Ce projet très ambitieux passe par la remise à plat de notre système politique et plus précisément de notre système « partitocrate ». Il passe par une lutte intransigeante contre toutes les formes de corruption et l'affirmation que les solutions ne peuvent être qu'ascendantes (c'est-à-dire de la base vers le sommet), chacun devant se demander, selon la formule célèbre du Président John F. Kennedy, ce qu'il peut faire pour la France et non ce qu'elle peut faire pour lui.

Pour avoir participé à de nombreuses élections et pour avoir animé depuis près de vingt ans un petit parti politique qui a refusé les compromissions et a cherché à faire de la politique de manière parfaitement honnête et transparente, je veux témoigner de l'impossibilité actuelle de cette démarche. Les partis politiques implorent parce que leurs besoins d'argent sont sans commune mesure avec les règles du jeu qu'ils ont eux-mêmes fixées. Ce système, qui a pris les citoyens en otage en pratiquant l'abêtissement au lieu de parler à leur intelligence, est caractérisé par le détournement ou *a minima* le mésusage de fonds publics, l'usage des moindres failles (volontaires ou involontaires) du système et des règles du jeu électoral faussées. Il est animé par une caste qui s'auto-choisit, s'auto-congratule et tisse de nombreux liens avec les grands lobbys et grandes agences de communication aux conflits d'intérêts permanents. Mais ce système n'est plus viable et implose.

Surtout, la situation n'est pas irrémédiable. D'abord parce que les contre-exemples existent. Des responsables politiques charismatiques et volontaristes apparaissent dans certains pays comme en Italie, tandis que d'autres nations sont des modèles en termes d'éthique. Les solutions existent, mais elles ont été jusqu'à présent repoussées par la classe politique qui n'a

aucun intérêt à les mettre en œuvre et par les grands lobbys qui règnent sur le politique. Ces solutions reposent sur la prise de pouvoir par la société civile non pas pour faire la révolution, qu'elle soit d'extrême droite ou d'extrême gauche, mais simplement pour rendre fierté et dynamisme à notre pays. La mise en place d'une nouvelle Constitution qui répartisse autrement le pouvoir est indispensable. Elle passe par un préalable : une opération mains propres, seule à même de mettre fin au « tous pourris », qui ne se concentre pas sur une seule famille politique et qui permette une réforme de tout le système. De nouvelles règles de financement politique – qu'il s'agisse des partis, des campagnes ou des élus –, des principes de transparence, de reddition de comptes, de contrôle et de sanction doivent impérativement être mis en place. Alors, notre pays retrouvera confiance en lui, en son avenir, condition *sine qua non* d'une amélioration de la situation économique et plus largement de la résolution des crises multiples qui nous accablent.

Dans la même collection

BATAILLE Philippe, *À la vie, à la mort. Euthanasie, le grand malentendu*, 2012.

BECK Ulrich, *Non à l'Europe allemande. Vers un printemps européen ?*, préface de Daniel Cohn-Bendit, 2013.

COHN-BENDIT Gabriel, *Pour une autre école*, 2013.

DELTOMBE Christophe, *Un job pour tous*, 2014.

GUIDERE Mathieu, *Les Cocus de la révolution. Voyage au cœur du printemps arabe*, 2013.

HEBEL Pascale, *La Révolte des moutons. Les consommateurs au pouvoir*, 2013.

HESSEL Stéphane, *À nous de jouer ! Appel aux indignés de cette Terre*, 2013.

MOULIER BOUTANG Yann, *Liberté, égalité, blabla. Les mythes usés de la République*, 2012.

NUSS Marcel, *Je veux faire l'amour. Handicap, sexualité, liberté*, 2012.

Achevé d'imprimer en décembre 2014 chez Grafica Veneta, Italie,
pour le compte des Éditions Autrement, 17, rue de l'Université,
75007 Paris. Tél. : 01 44 73 80 00.
N° d'édition : L.69EHAN001030.N001
ISBN : 978-2-7467-4081-5.
Dépôt légal : janvier 2015.